

La Nation Française

Hebdomadaire d'information politique - Directeur : Frédéric Aimard - 1^{er} avril 2024 - 1,50 €

N° 76

Abstention

Le 9 juin, les Européens sont invités à élire leurs députés européens. Selon divers sondages la moitié des Français ne se sentent pas concernés. L'attention se focalise sur la préparation des Jeux olympiques (qui commencent le 26 juillet) avec les risques d'attentats islamistes rappelés par la tuerie du 22 mars dans une salle de spectacle près de Moscou. Certains politologues tablent même sur un taux de participation inférieur à 40 % dans notre pays.

Les plus démobilisés seraient ceux qu'on appelle CSP + (les hauts revenus) parce que, depuis le covid, ils ont réorganisé leur vie en télétravaillant et divisent leur emploi du temps entre chez eux et leur résidence secondaire. Cela favoriserait le vote par procuration, voire l'abstention. C'est mauvais pour la majorité présidentielle (Valérie Hayer) et la droite modérée (François-Xavier Bellamy). Encore que, dans les deux cas, ces candidats bénéficient d'un électorat plus âgé, qui se mobilise plus que les plus jeunes. Ne parlons même pas des 18-24 ans dont on se souvient qu'ils avaient très peu voté lors du scrutin européen de 2019 (27 % de votants), avec une préférence pour Europe-Écologie Les Verts, ce qui, dans l'esprit de beaucoup, est une sorte de choix apolitique, voire anti partis politiques... Les 25-34 ans faisaient alors à peine

mieux avec un taux de participation de 36 %.

Quant aux électeurs de gauche aujourd'hui, les instituts de sondages les montrent résignés à une victoire du Rassemblement national de Jordan Bardella (qui surfe sur les 30 % dans les sondages). Celle qui a manifestement le plus à perdre est la liste de la France insoumise (6 à 8 %). Manon Aubry, sa tête de liste, a beau morigéner les électeurs de Jean-Luc Mélenchon (qui faisait 22 % à l'élection présidentielle de 2022) ceux-ci ne semblent plus y croire. Ils préfèrent encore voter pour la liste socialiste de Raphaël Glucks-

mann (11 à 12 %). Une gifle pour le vieux leader, même s'il ne figure qu'en position non éligible en queue de sa liste.

Selon ce même Jean-Luc Mélenchon, la seule manière de mobiliser les électeurs, serait de les convaincre que ce scrutin européen est une sorte de premier tour de la prochaine élection présidentielle. Le pire est que c'est vrai. Toute élection n'intéresse qu'en fonction de la légitimité que lui accordent les électeurs. Et la présidentielle reste la reine des élections, le président bénéficiant du maximum de légitimité, étant le seul interlocuteur que les divers

groupes de revendication exigent de voir, passant par-dessus ministres et Premier ministre.

Quant à envoyer des députés inconnus dans une assemblée européenne, qui ne légifère pas vraiment, mais délègue ses pouvoirs à une Commission jugée peu démocratique, cela ne fait vibrer personne. Et pourtant,

SOMMAIRE

P. 1 Abstention. P. 2 Coups de com. – Drôles de Jeux. P. 3 Lectures. P. 4 Sauvetage. – Pompidou. P. 6 Sénégal. – Rwanda. P. 7 Parents. P. 8 Carte à puce. – Théâtre : Tant qu'on vit...



■ **Fait divers :** Trois jours seulement après une « mise en situation » organisée par la justice sur les lieux de sa disparition, les restes du petit Émile, enfant de deux ans et demi-disparu le 8 juillet dernier, ont été retrouvés le 30 mars par une randonneuse au Haut-Vernet (Alpes-de-Haute-Provence), à 2 km de la maison des grands-parents qui le gardaient pour les vacances.

■ **Météo :** La Vienne est en crue importante depuis le 29 mars en Indre-et-Loire. Des dégâts sont constatés dans une trentaine de communes.

■ **Informatique :** Après la publication de ses résultats 2023 le 26 mars, Atos s'oriente vers une lourde restructuration financière d'ici juillet. Elle ferait perdre à ses actionnaires l'essentiel de la valeur du capital. La dette est de 3,6 milliards à rembourser avant fin 2025. L'action valait 100 euros il y a 7 ans, 1,60 actuellement et les experts de la Société Générale estiment qu'elle pourrait descendre à 20 centimes d'ici l'été.

■ **Jeux Olympiques :** Le 26 mars, le président de la Cour des comptes, Pierre Moscovici, qui écrivait le gouvernement pour le dérapage des comptes publics, a estimé que les Jeux Olympiques allaient coûter entre 3 et 5 milliards d'euros d'argent public sur un total de 9 milliards de dépenses prévues.

■ **Migrants :** Le maire d'Orléans Serge Grouard, estime que 500 SDF et sans papiers ont été transférés de Paris à Orléans depuis quelques mois pour faire place nette pour les Jeux Olympiques.

chaque fois que quelque chose ne fonctionne pas, c'est bien « la faute à l'Europe ». Certains prônent un vote électronique qui rendrait le vote plus facile, notamment pour les jeunes générations. Fausse bonne idée. Les juges de la Cour fédérale de Karlsruhe avaient motivé, en 2009, leur rejet des modalités de vote électronique alors tentées en Allemagne, au motif justement que cela faisait perdre de la légitimité au scrutin. Il ne s'agit pas seulement des possibilités de fraude, par des hackers nationaux ou des puissances étrangères, mais aussi du caractère désacralisé d'un vote fait au smartphone.

Notre vote de proximité traditionnel a pourtant du plomb dans l'aile. Le sénateur MoDem Erwan Balandier (Finistère), vice-président de la Commission des lois constitutionnelles, a déposé, le 27 mars, un amendement visant à supprimer l'élection du président au suffrage universel et à revenir au septennat, pour revitaliser les autres modes de représentation et de gouvernance. Scandale ! Et s'il avait raison ?

Frédéric Aimard

Coups de com

Les coups de com qui occupent le microcosme politique et médiatique semblent loin des préoccupations des Français. Ceux-ci regardent de loin l'activisme diplomatique mené par le chef de l'État, fort intéressé par le Brésil, le président Lula, sa troisième épouse et le grand chef Raoni, tandis qu'il n'arrête pas de promouvoir une Europe dont il aimerait sans doute deve-

nir le dirigeant au terme de son deuxième mandat ; dans l'immédiat, 46 de nos partenaires sont sollicités pour assurer la sécurité des Jeux olympiques, sous la forme de quelque 2 000 policiers et gendarmes. Pendant ce temps, la si proche Afrique apparaît pourtant bien lointaine, au profit des intérêts russes et chinois – on a l'impression que recommencent les années soixante lorsque les deux grandes puissances communistes s'efforçaient de mettre la main sur les pays nouvellement indépendants.

On n'en continue pas moins à vouloir s'occuper de tout, au risque de donner une image brouillonne et inefficace. Le ministre de la Défense a ainsi signifié sa volonté de procéder à des réquisitions pour tenir les objectifs de réarmement car il entend « reconquérir notre capacité de production » et retrouver notre souveraineté dans la production d'armement. De même, pour lutter contre la pénurie de médecins, on s'apprête à permettre à des professionnels paramédicaux de prendre en charge des patients, de prescrire des examens complémentaires et des produits de santé et même de pratiquer leur art lorsque l'ordonnance d'un médecin ne serait plus obligatoire. De même, dans l'Éducation nationale ; on envisage de recourir encore davantage aux contractuels, mais aussi aux professeurs des écoles et même aux enseignants retraités.

Les coups de com deviennent aussi le fait du chef du gouvernement, à la fois au four et au moulin pour intervenir dans les domaines les plus divers, montrant certes sa capacité à répondre à toutes les crises mais court-circuitant ses

ministres. Gabriel Attal se place ainsi en première ligne pour trouver des solutions au dérapage des finances publiques tout en assurant ne pas toucher au secteur social, ce qui ne l'empêche pas d'accroître le non-remboursement des médicaments et de certains soins tout en préparant une diminution de la durée d'indemnisation des personnes privées d'emploi. Or, le régime de l'assurance chômage ne constitue pas une aide sociale, puisqu'il s'agit d'une assurance, gérée par les employeurs et les employés. Mais le pouvoir n'aime pas plus les partenaires sociaux que les corps intermédiaires et les organisations professionnelles.

Il faudrait pourtant qu'on arrête les mesures cosmétiques, même présentées sous leur meilleur jour par la propagande officielle, malheureusement souvent reprise telle quelle par la plupart des médias. Les grands problèmes auxquels la France reste confrontée méritent mieux que des petites phrases et des déclarations provocatrices ou lénifiantes occultant toute démarche élaborée et contradictoire. Bref, on a besoin de réflexion, de sérieux et de persévérance.

Jean-Gabriel Delacour

Drôles de Jeux

La grande fête du sport c'est aussi, pour quelques-uns, le plaisir de voir gonfler son compte en banque. Sur France Télévision, l'émission Complément d'enquête a récemment jeté une lumière crue sur les salaires des organisateurs des JO.

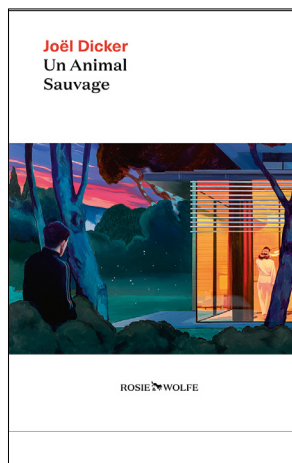
Le président du Comité d'organisation, Tony Estanguet, perçoit une rémunération

nération annuelle de 286 715 euros net. Huit directeurs exécutifs sont payés plus de 200 000 euros et treize directeurs touchent 153 000 euros brut par an. De plus, les organisateurs se sont accordé fin 2023 une augmentation de 10 %.

Lors de son audition à l'Assemblée nationale, le 27 mars, Tony Estanguet a fait valoir des arguments classiques. La masse salariale du Comité d'organisation (584 millions) serait moins importante que celle qui avait été prévue pour d'autres Jeux ; la préparation de l'événement exige le recrutement de personnes de très haut niveau ; les récentes augmentations de salaires ont été provoquées par l'inflation et par un souci d'égalité salariale. Le délégué interministériel aux JO, Michel Cadot, a apporté sa caution à Tony Estanguet et assuré les députés de la "grande vigilance" de l'État quant au budget du Comité d'organisation.

Ces arguments et ces assurances risquent de ne pas convaincre les dizaines de milliers de bénévoles qui ont été recrutés pour assurer diverses tâches d'accueil et de sécurité pendant la durée des JO. Ces tâches sont présentées comme "enrichissantes" et c'est sans doute pour cela qu'elles ne sont pas payées et que les "volontaires" recrutés devront, selon Michel Cadot, "se débrouiller" pour trouver un logement - sans doute fort loin du lieu de leurs activités.

Le Comité d'organisation invoque la tradition olympique du bénévolat - qui ne concerne pas les dirigeants - mais cette tradition ne convaincra pas nécessairement les juges qui seront saisis de plaintes pour tra-



PREMIER ROMAN

Le pacte

Depuis le décès de leur enfant, le couple bat de l'aile, les disputes sont fréquentes. Ce soir, la porte a claqué et Stan est parti, laissant Mia avec sa colère. Parti pour de bon. Un accident de la route. La douleur encore, et la culpabilité. C'est sa faute, à elle, Mia, si Stan s'est tué en la fuyant. Chaque jour, elle se rend sur sa tombe pour se rappeler les moments d'amour fou qu'ils ont partagés et les espoirs qu'elle a brisés. Au cimetière, un inconnu l'aborde qui lui propose de faire revenir Stan d'entre les morts. Pour son premier roman, Coralie Janne raconte la passion plus forte que la raison.

« Et si tu revenais », Coralie Janne, XO éditions, 320 p., 19,90 €.

HUMOUR

Rendre service

Avant, Mariole était un tueur à gages dont on se passait le nom. Aujourd'hui, c'est un vieil homme atteint d'Alzheimer avec des bribes de souvenirs. Dans un moment de lucidité, il se rappelle qu'il a encore un contrat à exécuter. Oui,



mais qui est le malheureux élu ? Trou noir. Échappé de son Ephad, il erre dans sa vieille voiture en espérant se remémorer le nom de sa future victime. Coup de chance, Mathilde, la trentaine, se trouve sur son chemin. Victime d'un cyberharcèlement, la jeune femme est en pleine dépression et crie vengeance. Benoît Philippon nous entraîne dans un road trip hilarant. Entre générations, il faut bien s'entraider.

« Papi Mariole », Benoît Philippon, Albin Michel, 364 p., 19,90 €.

HISTOIRE

Vivre libre et mourir

De la Révolution, les Français retiennent deux noms et deux caractères : Danton et sa faconde, Robespierre et son puritanisme. Qu'en était-il dans la réalité ? L'historien Loris Chavanette croise leurs portraits, de leur naissance dans la petite bourgeoisie provinciale à leur mort tragique. Entre-temps, ces monstres politiques auront incarné l'histoire en marche et auront envoyé des milliers de partisans et d'opposants à la guillotine. Leurs origines intellectuelles auraient pu en faire des alliés, les événements en feront



des adversaires. Le peuple français en paiera le prix.

« Danton et Robespierre. Le choc de la Révolution », Loris Chavanette, Passés/composés, 592 p., 12,50 €.

PHOTOGRAPHIE

Architecture

À côté des portraits et des paysages, la photographie d'architecture tient une place de choix avec ses lignes, ses courbes et ses couleurs. Dans ce manuel, Éric Forey donne des secrets de fabrication et des pistes créatives. Au sommaire : le matériel, la mesure de la lumière, la structure et le sens de lecture de l'image... De nombreuses illustrations complètent l'ouvrage

« Les secrets de la photo d'architecture créative », Éric Forey, éditions Eyrolles, 128 p., 23 €.



Il affirme avoir dû mener lui-même l'enquête auprès des services, faute d'avoir été informé par l'administration et n'avoir reçu aucun moyen d'accueil supplémentaire. D'autres villes françaises vivent la même chose de manière plus discrète.

■ **Sécurité** : Selon le ministre de l'Intérieur 13 500 policiers ont été déployés devant 4 350 lieux de culte chrétiens en métropole et outre-mer pour les célébrations de Pâques.

■ **Chômage** : À la suite d'un séminaire du gouvernement sur la question du travail, le Premier ministre Gabriel Attal a annoncé, sur TF1 le 28 mars, qu'il comptait modifier les règles d'alègement des charges sociales sur les bas salaires, qui font qu'actuellement un salarié français sur cinq est payé autour de ce minimum car personne n'a intérêt à ce que ces salaires minimums augmentent. Une augmentation mensuelle de 100 euros en net à payer à un smicard coûterait de 238 à 483 euros (selon les simulations publiées) à son employeur, et ferait perdre au salarié différents avantages sociaux (baisse de la prime d'activité entre autres...). Le Premier ministre souhaite un retour au plein-emploi pour 2027 et pense qu'un durcissement des règles d'indemnisation du chômage pourrait être utile pour convaincre un certain nombre de chômeurs indemnisés d'accepter des emplois qu'ils auraient refusé jusqu'alors.

■ **Travail** : Le Premier ministre Gabriel Attal prévoit une table ronde sur le travail avec les partenaires

vail dissimulé. La Cour des comptes, qui s'en inquiète, a par ailleurs prévenu que les JO coûteraient à l'État entre 3 et 5 milliards, ce qui fait tout de même beaucoup en période d'austérité budgétaire.

Claudine Uzerche

Sauvetage

La forte mobilisation de l'opinion publique française en faveur de ses agriculteurs ces derniers mois ne doit pas faire oublier la réalité quotidienne des drames vécus par ceux-ci. Le député centriste de l'Yonne André Villiers (Horizons) se mobilise ainsi depuis plusieurs semaines pour sauver l'exploitation d'un jeune agriculteur de son département. Xavier Blandin, 34 ans, éleveur de vaches limousines est acculé par les dettes et a menacé par voie de presse de se suicider s'il perdait son troupeau. Le parlementaire avoue avoir été marqué par la projection à l'Assemblée nationale du film « Au nom de la terre » du réalisateur Guillaume Canet.

Le député, lui-même exploitant agricole, a donc eu la bonne idée d'ouvrir une cagnotte sur le site participatif Leetchi pour recueillir les 100 000 euros nécessaires pour sortir Xavier Blandin de la zone rouge dans laquelle il se trouve bien malgré lui. Plus de 70 000 euros auraient ainsi été déjà récoltés. André Villiers envisagerait désormais une initiative nationale pour aider les agriculteurs en détresse. Avec plusieurs centaines de suicides par an, on sait combien la profession est en souffrance. Un tiers des paysans de France vivent actuellement sous le seuil de

pauvreté. Leur venir en aide lorsqu'ils sont en difficulté est une bonne chose, mais la meilleure des solutions serait qu'ils puissent vivre sur leurs terres, de leur travail rémunéré au juste prix et à l'abri de la concurrence déloyale instaurée par les dérives du libre-échange.

Jérôme Besnard

Pompidou

Le 2 avril 2024 a marqué le 50^e anniversaire de la mort brutale, en plein mandat, de l'ancien Président de la République Georges Pompidou. À la différence d'autres personnalités disparues, cet anniversaire n'est pas passé inaperçu, les années de pouvoir de l'ancien chef de l'État étant progressivement devenues synonymes d'une époque heureuse et révolue.

Georges Pompidou est né en 1911 à Montboudif dans le Cantal dans une famille modeste de paysans et d'enseignants. On a souvent dit que son itinéraire doit beaucoup à la méritocratie républicaine qui, elle aussi, semble aujourd'hui appartenir à d'autres temps.

Normalien et agrégé de lettres, une carrière d'enseignant se dessinait assez naturellement pour lui mais c'est la politique qui, très tôt, l'a saisi. Bien que resté en dehors de la Résistance pendant la Seconde Guerre mondiale, ce que certains lui ont beaucoup reproché tout au long de sa carrière, il entre en 1944 au cabinet du Général de Gaulle, alors chef du Gouvernement provisoire de la République française, dont il deviendra vite l'homme de confiance.

Après la démission du Général, il l'accompagne dans sa « traversée du désert »

tout en devenant directeur général de la Banque Rothschild, semblant s'éloigner de la politique au profit d'une riche vie culturelle. Pourtant, quand Charles de Gaulle revient aux affaires en 1958 comme dernier président du Conseil de la IV^e République, c'est lui qui devient son directeur de cabinet. Élu président de la République, le Général fait nommer Georges Pompidou au Conseil constitutionnel avant de l'appeler, en 1962, à l'Hôtel Matignon où il restera jusqu'en 1968, faisant de lui, aujourd'hui encore, le Premier ministre qui sera resté, de façon ininterrompue, le plus longtemps à son poste. Sa personnalité s'affirme, aux yeux des Français, lors de la crise de mai 1968 où il tient solidement la barre de l'État là où le Général de Gaulle donne l'impression d'être dépassé par les événements, prélude à un éloignement progressif entre les deux hommes.

Après les élections législatives de juin 1968 pourtant largement gagnées par le parti présidentiel, il quitte ses fonctions de Premier ministre pour revenir en Auvergne comme député de la 2^e circonscription du Cantal. Suite à l'échec du référendum de 1969 entraînant la démission du général de Gaulle, il est élu président de la République, poste où il restera jusqu'à son décès provoqué par une forme violente de leucémie.

Son septennat interrompu, qui explique la nostalgie qu'il suscite aujourd'hui, est marqué par la forte croissance de la fin des Trente Glorieuses. De fait, ces cinq années sont celles du Concorde, de l'énergie nucléaire et du train à grande vitesse (TGV). À l'heure de

l'appel à la réindustrialisation du pays, ces souvenirs peuvent faire effectivement rêver. C'est oublier que ces succès sont inséparables d'une politique conduite par un État stratège s'appuyant sur de grandes entreprises publiques aujourd'hui partiellement démembrées ou privatisées sous la contrainte d'une Union européenne exclusivement motivée par la concurrence et la disparition des monopoles. Il faut se rappeler aussi que ce développement, qui faisait dire au Massachusetts Institut of Technology (MIT) que la France allait devenir la puissance dominante des années suivantes, a été arrêté net par la crise pétrolière de 1973.

Parallèlement à cet engagement pour le déploiement industriel, Georges Pompidou a aussi été le premier Président à instituer un ministère de l'Environnement en 1970, signant par là, sinon une contradiction apparente, du moins un affichage des contraires observés dans d'autres domaines.

Paysan matois aux allures de grand bourgeois, il se montre très conservateur, notamment dans le domaine social, peu attiré par l'idée de participation lancée par son prédécesseur, tandis qu'il revendique une modernité totale dans le domaine des arts, aimant fréquenter la jet-set dans ses mondantités tropéziennes.

Républicain convaincu (il avait été de ceux qui avaient dissuadé le général de Gaulle de s'effacer au profit du comte de Paris pour les élections présidentielles de 1965), Georges Pompidou n'a pas hésité à citer Charles Maurras en 1972, estimant qu'il avait prévu le monde actuel, et a toujours conservé une pratique catholique,

aimant à fréquenter, selon les époques, le Père Couturier ou Monseigneur Lustiger, ainsi que le Révérend Père Bruckberger, qui malheureusement a manqué de discrétion sur l'intimité de l'ancien Président après la mort de celui-ci.

La foi de Georges Pompidou était beaucoup empreinte d'esthétisme comme, du reste, l'ensemble de ses actions. À l'heure où la vulgarité est partout, voilà encore un bon motif de nostalgie.

Fabrice de Chanceuil

sociaux et des parlementaires autour du 20 avril. Au menu : la lutte contre les accidents du travail, mais aussi peut-être l'allongement du « délai de carence », c'est-à-dire le délai (généralement de 3 jours pour les salariés du privé, avec de nombreuses dérogations possibles, mais d'un seul jour pour les fonctionnaires) après lequel la Sécurité sociale indemnise un travailleur arrêté pour raison médicale. Ces indemnités représentent actuellement 16 milliards d'euros par an pour 8,8 millions d'arrêts, en augmentation de 6 %. Le gouvernement voudrait faire économiser un milliard à la Sécurité sociale sur ce dossier explosif dans un contexte d'augmentation de l'absentéisme dénoncé par les employeurs.

■ **Seniors** : Les négociations entre syndicats et patronat sur l'emploi des plus de 60 ans devraient aboutir le 8 avril. Les syndicats de travailleurs refusent absolument le système proposé par le Medef qui permettrait d'embaucher des chômeurs de plus de 60 ans en faisant contribuer France-Travail.

■ **France Travail** : L'agence nationale (ex Pôle-emploi, ex-Anpe), qui gère l'indemnisation des demandeurs d'emploi, a été victime de piratages de ses fichiers informatiques entre le 6 février et le 5 mars 2024. 43 millions de Français seraient concernés par des vols de données personnelles (les coordonnées bancaires auraient été épargnées). Le 13 mars le site gouvernemental cybermalveillance.gouv.fr a mis en place un formulaire particulier pour recueillir les plaintes.

■ **Drogue** : Selon des déclarations de Bruno Lemaire le 26 mars, le trafic de drogue en France « emploie » 200 000 personnes et génère un chiffre d'affaires d'au moins 3,5 milliards d'euros.

■ **Transport ferroviaire** : La coopérative Railcoop, fondée en 2019 et qui compte 14 500 sociétaires, ambitionnait de rétablir la ligne voyageurs Lyon-Bordeaux. La société ACC M de Clermont-Ferrand, qui devait restaurer les deux rames rachetées à la région Auvergne-Rhône-Alpes, a fait condamner la coopérative le 21 mars pour non-paiement des frais de garage (plus de 800 000 euros). Le 28 mars, Railcoop a annoncé qu'elle demandait à être placée en liquidation judiciaire à partir du 15 avril devant le tribunal de commerce de Cahors.

■ **Automobile** : Stellantis a annoncé le 30 mars qu'il allait remplacer gratuitement tous les moteurs « 1.2 Pure Tech » qui équipent des modèles des marques Peugeot, Citroën, DS, Opel et même Toyota, mais connaissent de graves problèmes de fiabilité (cela

concerne potentiellement 600 000 véhicules). Renault a le même genre de problème avec son moteur « Tce ».

■ **Automobile** : L'apposition de la vignette d'assurance sur le pare-brise des voitures n'est plus obligatoire depuis le 1er avril. Les forces de l'ordre ont directement accès au fichier des assureurs à partir du numéro d'immatriculation.

■ **Deux roues** : Le contrôle technique obligatoire des deux roues et voiturettes commence le 15 avril.

■ **Munitions** : Le groupe Eurenco (ex-Société nationale des poudres et explosifs) va rouvrir une usine de production de poudre à canon en France. Ce sera à Bergerac (Dordogne) d'ici le début 2025. La France avait abandonné ce genre de production et se fournit à l'étranger (comme pour ses munitions de petit calibre). L'usine, construite en deux ans, a coûté 60 millions d'euros, dont 10 investis par la Direction générale de l'armement (DGA).

■ **Tabac** : Le 29 juin un décret a supprimé la limite d'une cartouche de cigarettes sans taxe pour les voyageurs majeurs revenant d'un pays étranger. Il s'agit, après la plainte au Conseil d'État d'un particulier, d'un alignement sur la législation européenne qui était plus tolérante. Le décret ne fixe pas de seuil, mais les douaniers pourront déterminer s'il s'agit d'une consommation personnelle ou d'un commerce illégal en fonction d'un certain nombre de critères.

■ **États-Unis** : Un immense pont métallique à Baltimore s'est effondré après avoir été heurté par un porte-containers le 26 mars. Il y aurait au moins 6 victimes (des ouvriers qui travaillaient à l'entretien du pont). Les conséquences économiques de cet accident sont estimées à au moins 3 milliards de dollars. Ce serait la perte la plus importante de leur histoire pour les assurances maritimes.

■ **Brésil** : Le président Macron s'est, depuis la Guyane, rendu au Brésil le 26 mars pour une visite d'État de trois jours. Malgré les grandes protestations d'amitié avec le président Lula, il a fait état de ses divergences d'appréciation avec les Brésiliens à propos de la guerre en Ukraine ou de celle de Gaza. Plus grave pour les Brésiliens, il a remis en cause les termes de l'accord de libre-échange actuellement en négociation entre l'Union européenne et les pays du Mercosur. Mais il a ouvert la voie à une coopération militaire avec le Brésil qui souhaite s'équiper de sous-marins à propulsion nucléaire.

■ **Salvador** : Après un assassinat, dont les deux auteurs ont été arrêtés, le président Nayib Bukele a envoyé, le 26 mars, 5 000 soldats et 1 000 policiers dans le nord du pays pour éradiquer « le peu qu'il reste des gangs. »

■ **Haïti** : Devant l'effondrement des institutions et les regains de violence, la France a évacué, entre le 24 et le 26 mars, 163 de ses ressortissants, et 80 étrangers, par hélicoptères et trois bateaux militaires, vers la Martinique. Un rapport des Nations unies publié le 28 mars fait état de 1554 victimes de

Le nouveau Sénégal

On connaît la vague anti-française, populiste et parfois islamiste, qui balaie l'Afrique occidentale depuis plusieurs années, plus ou moins couplée aux coups d'État qui ont frappé le Burkina Faso, la Guinée, le Mali et le Niger. Ceux-ci ont abouti au repli des troupes françaises et à une instabilité favorisant une insécurité grandissante, tout en facilitant l'arrivée – ou le retour – des Russes et des Chinois sur le continent noir. Or, voici que se produit un vote démocratique qui, dès le premier tour de la présidentielle, amène à Dakar une opposition relativement structurée, même s'il s'agit en fait d'une coalition.

Son candidat, Bassirou Diomaye Faye, poulain du leader Ousmane Sonko, chef du parti des Patriotes africains du Sénégal pour le travail, l'éthique et la fraternité (Pastef), se trouvait encore en prison une semaine auparavant avec son mentor. Il faut dire que le président sortant Macky Sall et son entourage avaient installé un climat de violence politique meurtrière depuis trois ans, suscitant désaveux et départs jusque dans leur propre camp. Le nouvel élu va devoir élaborer une autre politique, particulièrement attendue dans le domaine des rapports économiques, notamment avec la France mais aussi d'une manière plus générale avec l'étranger.

Pour Bassirou Diomaye Faye, les contrats énergétiques actuels sont vécus comme « une spoliation ». Or, le Sénégal s'apprête à devenir un producteur d'hydrocarbures. L'exploitation

de Sangomar (pétrole et gaz offshore), opérée par l'Australien Woodside, devrait démarrer dans trois mois, suivie de l'immense champ de Grand Tortue Ahmeyim [GTA] (gaz offshore), exploité par le Britannique BP. Dix ans après la découverte des gisements, cette industrie naissante devrait pousser la croissance à 8 % cette année, alors qu'elle demeurait à 5 % sur la décennie précédente.

Certes, le nouveau chef d'État a annoncé que le Sénégal resterait l'ami et l'allié sûr et fiable de tout partenaire s'engageant « dans une coopération vertueuse, respectueuse et mutuellement productive ». Mais sa préoccupation affichée de la souveraineté nationale suppose une renégociation des accords de pêche avec les acteurs étrangers tout comme un développement de l'agriculture afin de garantir la sécurité alimentaire. De même, « il y aura des discussions sur les questions qui fâchent : le résidu de la présence militaire française et la monnaie ».

Bassirou Diomaye Faye a en effet promis une réforme monétaire, voire la création d'une monnaie nationale à la place du franc CFA considéré comme un héritage de la colonisation. Pour lui, « il n'y a pas de véritable souveraineté s'il n'y a pas de souveraineté monétaire ». Reste à savoir s'il pourra réaliser « l'idéal », à savoir une opération dans le cadre de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) avec le projet de monnaie unique dénommée éco. Tout cela va demander du doigté, du réalisme et de la patience.

Jean Étèveaux

Ibuka (souviens-toi)

Le 7 avril, le Rwanda commémore chaque année le début du génocide qui en trois mois a fait entre 800 000 et un million de victimes. Cette année, trentième anniversaire, revêtira un caractère particulier. La présence de l'ancien président Sarkozy a été annoncée. On lui doit le premier travail de recherche historique, dite commission Duclert, du nom de son président, Vincent Duclert, scellant un net rapprochement sinon une totale réconciliation en 2021. Ce dernier a effectué des compléments d'enquête dont il a inséré les résultats dans un ouvrage qu'il vient de publier : « La France face au génocide des Tutsis. Le grand scandale de la Ve République » (Tallandier).

Si quelques contestations s'expriment encore ici ou là, le climat a complètement changé. Les opinions dominantes pendant une vingtaine d'années, très hostiles au nouveau régime, ont progressivement cédé la place à un large consensus dans tous les secteurs concernés, politique, universitaire, humanitaire, judiciaire, et finalement militaire. Les réserves manifestées ne portent plus que sur des points mineurs. Elles ne nourrissent que des combats d'arrière-garde. C'était rigoureusement l'inverse avant 2021, en dépit d'efforts renouvelés pour changer les choses.

La recherche historique, qui n'est pas réductible au travail de mémoire, largement documenté dans des récits de mieux en mieux répandus sur la scène littéraire ou artistique en général, n'aurait toutefois pas

abouti à de telles conclusions, ou plutôt ces conclusions n'auraient pas été si massivement acceptées, si ces trente années avaient été différentes au Rwanda. Qui donnait cher du Rwanda post-génocidaire ? « On » attendait une « revanche », une déstabilisation, une guerre civile, un effondrement, une plongée dans l'abîme. La stabilité et le développement du pays pendant trente ans ont découragé les prophètes de malheur qui ne parviennent toujours pas à comprendre pourquoi leurs prévisions ont pu être démenties à ce point.

Un génocide de cette ampleur laissera encore des traces pendant des décennies. Mais ce qui a été accompli en trente ans, parfois qualifié de « miracle rwandais », ne se limite pas à la transformation de Kigali d'un village de terre à une capitale hyperconnectée. Ou plutôt ce passage à la modernité n'a été rendu possible que grâce à un nouvel état d'esprit qui a permis de dépasser les « politiques primitives » selon les mots du président Kagame, c'est-à-dire fondées sur les catégories ethniques et claniques. Certes celles-ci n'ont pas disparu, mais elles ont été à tout le moins relativisées, subordonnées à une ambition commune, celle de se sortir de la pauvreté et d'entrer de plain-pied dans le XXI^e siècle.

Dominique Decherf

Parents

Les enfants d'une école maternelle de Rome sont rentrés, au soir de la Saint-Joseph, sans les des- sins habituellement offerts à leurs pères. L'explication officielle a eu le mérite de

la clarté puisque « la célébration de la fête des papas dans toutes les classes avait été annulée pour des raisons d'inclusion envers les familles arc-en-ciel ». Pour faire bonne mesure, une conseillère d'éducation a précisé que cette manière de faire serait également appliquée pour la fête des mères. On a aussi appris que les enfants ayant préparé des cadeaux ou des petits mots n'avaient même pas pu les rapporter à leurs familles.

On se doute du déappointement des pères et des craintes des mères. De même, l'adjointe au ministre de la Culture – un indépendant de droite – a exprimé son indignation en notant qu'« exclure la figure du père pour inclure celle des familles arc-en-ciel est paradoxal et résulte de l'ultime folie de la culture woke ».

Cela fait penser à ce qui se déroule en France depuis 2017 dans une école primaire des Landes. Là, les enfants remettent un cadeau unique entre les deux fêtes des mères et des pères. L'objectif avoué consiste à répondre aux « nouvelles réalités familiales » ne reposant plus automatiquement sur deux parents de sexes différents.

Une nouvelle fois, on se sert donc de cas particuliers pour promouvoir une nouvelle orientation sociétale. On impose un comportement au nom d'une minorité en ne conservant plus la norme générale, qui a pourtant toujours souffert des exceptions. C'est le propre de l'idéologie woke que de se présenter sous un aspect progressiste pour miner ce qui constitue l'organisation sociale. Ainsi pousse-t-on chacun à se comporter comme il l'entend sans se

référer à l'usage général et aux règles sur lesquelles la société s'est construite. En tout cas, comme l'a expliqué un professeur de droit de l'université napolitaine Federico II, il s'agit d'« *une pédagogie à rebours qui soustrait au lieu d'ajouter* ».

Précis

la violence des gangs depuis le 1^{er} janvier 2024.

■ **Ukraine** : Les bombardements russes se concentrent sur les centrales thermiques du pays victime de nombreuses coupures de courant. La France a annoncé la livraison de « plusieurs centaines » de blindés légers anciens pour la fin de l'année et un lot de missiles Aster 30 avant l'été.

■ **Grande-Bretagne** : Le parti identitaire Reforme UK, pro-Brexit et anti-immigration, est crédité de 15 % d'intentions de vote pour les prochaines élections législatives alors que les conservateurs n'auraient que 19 %. Compte tenu du système électoral britannique cela risque de renforcer le succès annoncé des travaillistes.

■ **Europe** : La Roumanie et la Bulgarie ont rejoint l'espace Schengen de libre circulation le 31 mars, à l'exception des frontières terrestres suite à un veto de l'Autriche.

■ **Turquie** : Les élections municipales ont eu lieu le 31 mars. Les maires sortants du Parti républicain du peuple (CHP), Ekrem Imamoglu, à Istanbul, et Mansur Yavas, à Ankara, ont été réélus avec une nette avance. Le premier sera vraisemblablement le candidat de l'opposition pour la prochaine

élection présidentielle. Le CHP (social-démocrate, ancien parti unique fondé par Kemal Attatürk) a remporté de nombreuses autres grandes villes, comme Izmir, Bursa et Antalya, et s'est même emparé de bastions du Parti de la justice et du développement (AKP) du président islamiste Recep Tayyip Erdogan dans l'Anatolie rurale et sur les rives de la mer Noire. Le taux de participation a été de 77 %, le CHP a remporté 37,6 % des suffrages contre 35,6 % pour l'AKP. La principale explication de ce revers pour le président est une inflation officiellement à plus de 67 % sur un an en mars, après 85 % en 2022 mais 122 % selon des économistes indépendants. La croissance économique a pourtant été de 4,5 % en 2023.

■ **Allemagne** : L'usage du cannabis à titre récréatif est légal pour les adultes depuis le 1^{er} avril.

La Nation Française

directeur de la publication :
Frédéric Aimard

Édité par Spfc-Acip
60, rue de Fontenay
92350 Le Plessis-Robinson
Siret 418 382 149 00015 Nanterre
TVA intracommunautaire
FR21418382149
ISSN 2967-2988
Imprimé par nos soins.

Abonnement
1 an = 20 euros à l'ordre de
Spfc-Acip. Paiement par
carte bancaire :
<https://buy.stripe.com/2803eq3Re7RSc3C000>
Merci de signaler par mail,
votre réabonnement
Paiement par virement possible. Rib sur demande.
frederic.aimard@gmail.com

Carte à puce

Elle a révolutionné le paiement. On la trouve sur les cartes bancaires, la carte Vitale, les cartes SIM des téléphones mobiles. On doit cette invention à un Français décédé il y a un peu plus de 10 ans. Roland Moreno a déposé le premier brevet le 25 mars 1974.

Même si, aujourd'hui, de nouvelles technologies tendent à la remplacer, la création de ce minuscule petit rectangle avec un circuit électronique intégré a été une avancée majeure dans la technologie. Cette technologie répond de manière sécurisée à des interrogations de sécurité sans délivrer les secrets qui sont à l'intérieur de cette puce. Et les cas de fraude sont extrêmement rares. Ces puces ont été conçues pour résister à tous types d'attaques. En 2022, selon la Banque de France, le taux de fraude n'excédait pas 0,053 % en France.

Elle a encore évolué depuis 2021 avec le paiement sans contact passé à 50 euros et se trouve un peu dépassée avec le paiement par smartphone qui tend à se généraliser. Ce qui fait prédire aux spécialistes qu'à partir de 15 ans la carte à puce sera devenue obsolète. Mais rien n'est moins sûr.

Même si les techniques évoluent et que les hackers sont devenus très pointus, pour pirater une carte, il faut y avoir accès ce qui limite le piratage.

Il y aurait aujourd'hui plus de dix milliards de cartes à puces dans le monde.

On a longtemps surnommé Roland Moreno de monsieur « Géotrouve-

Sur la scène, un lit médicalisé, une chaise, un fauteuil roulant. Du fond de la salle, un homme en casquette et blouson de daim. Gabriel, *c'est quoi cette histoire ? Tu as 17 ans, qu'est-ce que tu connais à la sexualité ? ...*

Je ne veux plus jamais te revoir. Le temps d'un noir, 25 ans se déroulent. Salut, je viens de voir ton médecin...

À 17 ans, Gabriel a voulu dire à ses parents qu'il était gay. Des parents séparés, un père aux abonnés absents, deux réactions très différentes. Maintenant, Gabriel est infirmier, dans un service de soins palliatifs. Il n'a jamais revu son père, il vient lui rendre une dernière visite. Son père est en phase terminale d'un cancer, il est endormi. Gabriel lui parle une dernière fois. Il lui raconte sa vie. Comment il a travaillé pour financer ses études. Des rencontres lumineuses avec des patients qui s'éteignaient, les conseils de vie que certains lui ont donnés. Il exprime sa colère, les mots qui lui rongent le cœur.

Éric Pujol a écrit et interprète un texte très personnel. Gabriel, son personnage, pris entre l'intimité de sa colère, son besoin de dire au moins une fois, et son expérience

tout », terme qu'il refusait. Né au Caire en 1945, arrivé très jeune en France, cet inventeur était un autodidacte de génie qui a 29 ans va déposer son brevet. Une invention qui va lui rapporter plus de 150 millions d'euros et lui permettre de déposer quelque 43 bre-

vets dans le domaine. Et de connaître un grand succès avec à l'époque les cartes téléphoniques qui étaient dotées de cette puce pour téléphoner depuis les cabines publiques.

Ce qui avait frappé le monde scientifique, bancaire et universitaire c'est

par Guillaume d'Azémar de Fabrègues

d'infirmier, il est dans un domaine connu. Il y a beaucoup de pudeur dans ce texte qui pose son regard sur deux moments qu'on ne sait pas vraiment comment aborder, le *coming out*, la mort.

Il est porté par une très jolie mise en scène d'Anne de Peuffelhous. On l'imagine utiliser dans sa direction d'acteur les réactions d'Éric Pujol, sa colère viscérale rentrée quand il s'agit de son père, sa bienveillance naturelle quand il est l'infirmier, les rediriger. Elle dompte le rythme, joue de la lumière, donne aux mots le temps de traverser le silence jusqu'au cœur du spectateur.

Tant qu'on vit raconte de façon tendre et pudique l'histoire de

Gabriel qui confronte la lâcheté de son père dans deux moments compliqués. Il en sort apaisé, le spectateur repart dans sa réflexion personnelle. ■

À La Comédie Nation jusqu'au 12 avril 2024. Vendredi : 19 h 00. Durée : 1 h 00. Texte : Éric Pujol. Avec : Éric Pujol. Mise en scène : Anne de Peuffelhous. Compagnie : En bonne Cie. Visuel : Cyril Mouty.



la manière avec laquelle il était arrivé à créer cette puce. Sans laboratoire, sans technicien, seul dans son coin. Et de mettre au point d'autres inventions, parfois baroques, mais uniques.

Philippe Buron Pilâtre